

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21665 - 80ÈME ANNÉE

Conférence en ligne : « le bombardement d'Israël par l'Iran change tout »

Israël gagne des batailles mais pas la victoire

Samedi 5 octobre 2024, j'ai tenu une visio-conférence ayant pour thème : « le bombardement d'Israël par l'Iran change tout ». Actualité oblige, la première partie a traité du thème et la 2e partie a été consacrée à une mise en perspective. L'objectif n'était pas de faire de la réinformation mais de montrer la rupture dans le narratif ambiant.

1) La fin du mythe de l'invincibilité d'Israël

Les médias présentent Israël systématiquement comme la victime des pays arabes. Israël n'hésite pas à monter des opérations de représailles, allant jusqu'à assassiner des dirigeants politiques en terre étrangère. Il est puissamment armé par les États-Unis, la France et l'Allemagne. Après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, il a rasé Gaza, tué 41 000 personnes dont une majorité de femmes et enfants. Il s'en prend au Hezbollah au Liban. Il bombarde le consulat iranien en Syrie. Il tue le chef du Hamas, en Iran. Il assassine le secrétaire général du Hezbollah au Liban. Auparavant, il fait exploser les bippeurs et talkies-walkies des combattants résidant au Liban, tuant et blessant des milliers de personnes. Il sème la terreur et ses crimes sont impunis.

Lassé par ces crimes odieux, l'Iran finit par tirer une salve de 200 missiles sur Israël. Des installations militaires sont touchées mais aucun bâtiment civil. Une telle précision, sans mort, démontre la retenue de l'Iran et la fragilité du dispositif de sécurité qui se voulait impénétrable. Blessé dans son orgueil, Netanyahu annonce des représailles.

2) L'isolement grandissant

Biden a jugé bon d'intervenir le premier pour commenter les frappes de l'Iran et orienter l'analyse. Le Pré-

sident des États-Unis, l'allié indéfectible, ne peut pas accepter un affrontement direct entre Israël et l'Iran, dans le mois précédant l'élection présidentielle du 5 novembre. Accusé de laxisme par le candidat Républicain Trump, il dira que personne n'a fait autant pour Israël que lui. Cet échange souligne la responsabilité des États-Unis. Nous l'avons déjà signalé dans un article sorti le 11 octobre dans Témoignages. A lire en annexe.

Israël s'en prend au Secrétaire Général de l'ONU en le déclarant personae non grata. C'est tellement excessif que cela crée un malaise en France et chez Biden qui avaient essayé, en vain, d'organiser un cessez-le-feu et une trêve de 21 jours pour rechercher les conditions d'une paix.

3) L'affirmation de l'axe Iran-Russie

Les excès d'Israël ont fini par créer un grand mouvement de solidarité politique lors de la 79e Assemblée générale de l'ONU, en particulier dans le monde arabo-musulman. La visite du Premier ministre de Russie en Iran, la veille du bombardement, inaugure un soutien actif dont on ne connaît pas la teneur. Tout laisse à penser que le niveau ne sera pas moins que l'intervention en Syrie, ce qui a sauvé le régime d'Assad des prédateurs occidentaux. On a vu apparaître également un axe Israël-Ukraine.

Poutine a été très clair : si les pays de l'Occident donnent à l'Ukraine des armes pour atteindre la Russie en profondeur, il les considérera comme cobelligérants et se permettra d'armer les voisins de ces pays. Du reste, il a demandé aux ressortissants Russes qui vivent en Israël de quitter ce pays. Ils sont près de 2 millions d'âmes. Macron a demandé de ne plus fournir d'armes à Israël. Cela lui a valu des réactions virulentes de Netanyahu qui l'accuse de ne pas com-

prendre qu'il s'agit d'une guerre de civilisation et de survie pour Israël.

4) L'État palestinien

La situation générale renforce l'appel pour doter les Palestiniens de frontières sûres. C'est la seule issue po-

litique que nous voyons pour une sortie de crise durable. Les États-Unis sont dans l'impasse en Ukraine et ne sont plus écoutés en Israël. C'est le moment pour l'ONU de proposer un Traité de Paix et de Sécurité pour tous les peuples. Au final, Israël peut continuer à gagner des batailles, mais il perdra la victoire.

Ary Yée-Chong-Tchi-Kan

Annexe

Article paru le 11 octobre 2023
dans Témoignages

Israël : la responsabilité des États-Unis

Tous les dirigeants politiques qui ont effacé la question palestinienne de leur agenda sont surpris par l'initiative du Hamas qui mène une lutte de libération nationale contre l'expansion coloniale israélienne.

La nouveauté réside dans le choix stratégique de l'option militaire sur le sol ennemi. Le bilan humain (morts, blessés, disparus et otages) est lourd pour un pays qui se dit invincible. Pas sûr qu'en bombardant des habitations à Gaza, cela va rassurer une population israélienne taraulée par l'angoisse sécuritaire après l'appel à se barricader, lancé par les autorités politiques et militaires. Personne ne peut dire, quand et comment cela va se terminer.

En finir avec l'impunité

Si durant 8 décennies, rien n'a été épargné aux Palestiniens, la responsabilité relève des États-Unis et des pays qui lui sont alliés. Le droit du peuple palestinien de vivre libre et en sécurité dans un État

aux frontières reconnues par l'ONU ; la dépendance au gouvernement israélien pour la fiscalité, la douane, la nourriture etc ; le vol des terres palestiniennes et de leurs plantations ; la destruction des habitations à coup de bulldozer et l'installation de nouvelles colonies ; la liste des souffrances endurées est longue.

En 80 ans, que reste-t-il du territoire palestinien hérité des frontières de la colonisation britannique après la 2e guerre mondiale ? Les États-Unis et leurs alliés sont allés jusqu'à entériner Jérusalem, capitale d'Israël, en violation du droit international qui avait placé ce sanctuaire religieux sous direction de l'ONU. Ce coup de force a occasionné des manifestations violentes sur l'esplanade des Mosquées, lieu hautement symbolique pour l'islam. Faut-il voir dans l'opération du Hamas, « Déluge d'Al-Aqsa », l'ultime tentative de laver un lieu Saint, souillé par l'initiative de Donald Trump, en 2017 ?

L'annexion de Jérusalem

Après le sacrilège, Trump a transféré l'ambassade US dans ce territoire illégalement annexé à Israël. Cet acte relève du terrorisme d'État. Les dirigeants des 2 pays sont restés sourds aux protestations internationales. Auront-ils le courage de revenir sur leurs conquêtes impériales, libérer la Palestine et Jérusalem ?

Ary Yee Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Créations d'emploi en panne et projet de budget d'austérité

Dans « la Tribune du dimanche », Michel Barnier, Premier ministre a confirmé que le Budget 2025 sera sous le signe de l'austérité. Il compte faire 40 milliards d'euros d'économie et augmenter les impôts de 20 milliards d'euros.

Une baisse de 20 milliards des dépenses de l'État est prévue, avec notamment la non-revalorisation des crédits en fonction de l'inflation. Un tiers de ces 40 milliards sera financé par des économies sur les dépenses sociales. Les allègements de cotisations sociales et d'impôts bénéficiant à des entreprises seront revus, avec comme objectif d'économiser 4 milliards d'euros.

Les retraités subiront déjà le premier choc. La revalorisation prévue le 1er janvier doit être décalée au 1er juillet, une économie de 4 milliards d'euros selon Michel Barnier.

Baisse des dépenses sociales

Cette diminution de l'aide publique inquiète. La Région Réunion fait part de ses craintes au sujet de la pérennité des exonérations de cotisations sociales dont bénéficient de nombreuses entreprises réunionnaises.

La diminution projetée de 200 millions d'euros dans le budget du ministère des Outre-mer est un chiffre symbolique. Elle pourrait s'accompagner d'une coupe dans la ligne budgétaire unique (LBU) qui finance la construction et la rénovation de logements sociaux à La Réunion.

La baisse annoncée des dépenses sociales inquiète également au plus haut point, car La Réunion compte plus de 170 000 demandeurs d'emploi et près de 40 % de ses habitants sous le seuil de pauvreté. Ces dépenses sociales permettent à beaucoup de survivre dans notre île.

Intégrée à la République en tant que département, La Réunion subira ces mesures à moins que les députés et sénateurs parviennent à obtenir des dérogations. Ces annonces interviennent dans un contexte peu favorable pour l'économie de La Réunion.

294 000 salariés et plus de 170 000 demandeurs d'emploi

La note de conjoncture de l'économie de La Réunion publiée vendredi dernier par l'INSEE insiste sur des créations d'emploi jugées « atones », aussi bien dans le

public que dans le privé.

Au second trimestre 2024, La Réunion comptait 293 900 salariés, dont 125 100 dans les services non-marchands, c'est-à-dire enseignement, administration publique et santé ou action sociale, travaillant à 75 % dans le public. Ces nombres sont à comparer à celui des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail : plus de 170 000.

L'emploi privé reste stable ce trimestre, après plusieurs périodes de ralentissement dans la création d'emplois. Du côté de l'emploi public, la situation est également inchangée au 2e trimestre, après une hausse de 800 emplois au trimestre précédent et une augmentation moyenne de 300 emplois par trimestre en 2023. Les contrats aidés non marchands « Parcours emploi compétences » (PEC) sont restés constants au cours des 12 derniers mois : à la fin juin 2024, 10 000 personnes bénéficiaient de ce type de contrat.

La note de l'INSEE relève la perte de 500 emplois dans le BTP, alors qu'en 2023, « 400 postes étaient détruits ». Sur un an, la baisse de 5 % est trois fois plus importante qu'en France. Ce sont les sociétés de moins de 10 salariés qui sont majoritairement touchées. Elles représentent 40 % de l'emploi dans ce secteur.

700 postes ont également été perdus dans l'intérim sur un an. Cette baisse de 14 % est deux fois et demi plus grande qu'en France.

3700 emplois créés en 2023 contre 5800 en 2022

Lors de la présentation de la note de conjoncture de l'INSEE vendredi dernier, il a été également question de la dernière publication des « Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer » (CEROM). Issue du travail de l'INSEE, de l'AFD et de l'IEDOM, cette étude indique qu'en 2023, la croissance de La Réunion était inférieure à celle d'avant la crise sanitaire. Cela se traduit au niveau de l'emploi, avec 3700 emplois créés en 2023 contre 5800 en 2022 et 14000 en 2021.

Toute baisse des crédits de l'État à La Réunion se traduira par de l'argent en moins pour notre économie qui en a pourtant bien besoin. En effet, c'est la consommation qui est le moteur de la croissance à La Réunion, pas la production de biens et de services. Cette consommation est notamment financée par les transferts publics en provenance de la France.

Oté

Trouv in limanité konmsa shé in zanimo lé plisk'inkroiyab

Mézami mi sorte lir in zistoir, mi diré pa inkroiyab tou kour, mé in kroiyab par son limanité. In pèshèr apré pèsh par koté bannzil Faralon : sa lé pa tro loin San-Francisko dann la Californie. Wala ké li ropèr in balène anmayé konm pa possib dann in tramaye pou la pèsh. Lo pèshèr la konprann si néna poin in lintèrvanssion lo zanimo té riskab mor étoufé. L'èr-la li lapèl o sékour dann son radio é plizyèr z'èr d'tan apré in lékip sokour l'arivé. Pou konstate lo balène lété si tèlman anmayé l'avé arienk in solission sé d'koupe bann maye lo filé inn apré l'ote pou dégaj lo zanimo.

In projé danzéré pars in sèl kou d'nazoire é lo plonjèr té riskab gingn la mor... Bann plonzèr la travaye in bonpé d'tan : plizyèr z'èrd'tan avèk bann kouto rokourbé é pou finir zot la nyabou libèr lo balène... Inn foi k'té fini libèr ali, banna la vu lo balène apré najé an fézan bann ron zoiyé, pou amontr son kontantman.

Aprésà èl la rovni pou oir shak plonjèr épila pouss banna dousman konm pou romèrssyé azot... Sak la dégaz la guèl an koupan lo dèrnyé morso la korde la rakonte lo zyé la balène téi suiv ali partou é aprésà li sar pi parèye ké li lété avan.

Sépa si in zour inn rante sak va lir sa nora la shanss d'ète dann in movèz pass épi demoune i vien sokour ali pou li konprann vréman kossa i lé la rokonéssans. Zistoir la l'ariv lo 26 séktanm sète ané é lékip Nassyonal geography la mète sa dsi son site tèl fasson bann z'umin i rokonète in latitide konmsa shé bann zanimo — in latitide ni pé dir imène mèm si bann zimin zot mèm lé pa touzour imin. mi panss zot i konpran amwin.

Mi ropran zistoir-la pou k'le moune k'i assassine bann zanimo éstraordinèr i rann azot konte bann mové zakssion zot i fé é pétète déssèrtin gouvèrnman va désside arète lo massak bann gran zéan dan la mèr.

A bon antandèr salu !

Justin